



Fixation des congrés payés

**Avez-vous formalisé
votre note de service ?**



Qui fixe la période de prise des congés ?

- ✓ **Un accord d'entreprise ou de branche**
(priorité à l'accord d'entreprise depuis 2016)
- ✓ **À défaut : l'employeur par décision unilatérale (note de service)**

⚠ **Le salarié ne peut pas fixer seul ses dates de congés**

Un départ non autorisé peut constituer une faute grave



Pourquoi rédiger une note de service ?

❶ Sécuriser vos décisions


Justifier les dates imposées aux salariés

❷ Prouver le respect de vos obligations

En cas de litige, l'employeur doit démontrer qu'il a permis la prise des congés

❸ Éviter les sanctions !!

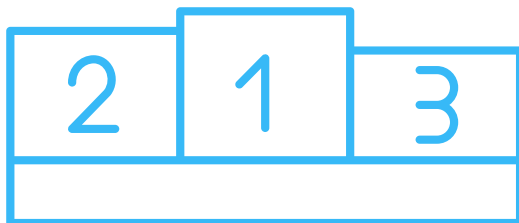
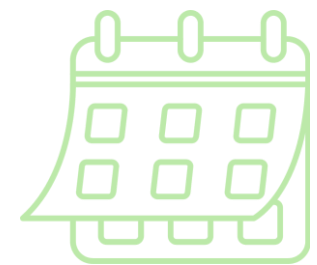
Contravention de 5^e classe × nombre de salariés concernés

 *Cass. soc., 13 juin 2012, n° 11-10.929 : l'employeur engage sa responsabilité s'il n'a pas respecté ses obligations d'information*



Que doit contenir la note de service ?

✓ **La période de prise des congés**
(doit inclure le 1er mai → 31 octobre)



✓ **L'ordre des départs fixé selon :**

- Situation de famille (enfants scolarisés, conjoint, handicap)
- Ancienneté dans l'entreprise
- Activité chez d'autres employeurs


✓ **Les modalités de demande et validation**




💡 *Les conjoints/pacsés travaillant ensemble ont droit à des congés simultanés*



Quels délais de prévenance ?

 **2 mois avant
l'ouverture de la
période**

→ **Information collective sur
la période de prise**

 **1 mois avant
chaque départ**

→ **Information individuelle
des dates**

!! Consultation du CSE obligatoire (dès 11 salariés) !!



Modification des dates



Impossible à moins d'1 mois
sauf circonstances exceptionnelles



Risques en cas d'absence de formalisation

✗ Perte du caractère fautif du départ non autorisé

👉 Le salarié peut échapper à la sanction disciplinaire

✗ Report ou indemnisation des congés non pris

👉 Si l'employeur ne prouve pas avoir permis leur prise

✗ Contravention de 5^e classe

👉 Pour défaut de consultation du CSE



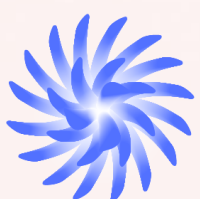
📌 *Cass. soc., 11 mars 2025, n° 23-16.415 :
le manquement entraîne report des droits
ou indemnité compensatrice*



**Besoin d'accompagnement pour
la gestion de la Paie et du Social
de votre entreprise ?**



Contactez-nous !



GROUPE

exentys